

# Statement

Secretary of  
State for  
External Affairs



# Déclaration

Secrétaire d'État  
aux Affaires  
extérieures

93/53

TELLE QUE PRONONCÉE

**ALLOCUTION DE  
L'HONORABLE PERRIN BEATTY  
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES  
AU FREEDOM FORUM**

**LA VOLONTÉ DE RÉFORMER LE SYSTÈME ONUSIEN**

**TORONTO (Ontario)  
Le 18 août 1993**

Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada

External Affairs and  
International Trade Canada

**Canada**

Je m'estime privilégié de pouvoir prendre la parole devant vous aujourd'hui parce que tous ceux qui croient dans l'égalité et la dignité humaines peuvent souscrire aux objectifs du *Freedom Forum*, qui sont de promouvoir la liberté de presse, d'expression et d'esprit.

Je suis impressionné au plus haut point par les activités qu'accomplit la Division internationale du Forum en matière d'information pertinente, de formation et d'aide pour le développement d'une presse libre et indépendante en Europe centrale, en Europe de l'Est et dans les pays de l'ex-Union soviétique. La liberté de presse et la liberté d'expression constituent des éléments essentiels de la croissance et de la vitalité des démocraties fragiles dans cette région du monde.

Pourquoi le vieil ordre a-t-il finalement implosé? En partie parce qu'il n'a pas permis de comprendre que le désir de liberté peut être supprimé pour un temps, mais qu'il ne peut être étouffé sans détruire l'humanité elle-même.

Pour notre part, nous ne devrions jamais croire que la lutte pour la liberté est terminée. Ce n'est pas une hypothèque qui peut être payée une fois pour toutes. C'est plutôt un élément organique qui doit être protégé et nourri. L'aide accordée aux nouvelles démocraties est un investissement non seulement dans leur avenir, mais aussi dans le nôtre.

Il est difficile de croire qu'il y a trois ans seulement, nous célébrions la défaite du communisme et la fin de la guerre froide. Le rideau de fer a été déchiré, le mur de Berlin est tombé et la menace d'apocalypse nucléaire s'est transformée en promesse d'un nouvel ordre mondial, mais nous vivons dans un monde aussi agité et, d'une certaine manière, plus agité que jamais auparavant.

Le monde n'est plus divisé en deux camps menaçant chacun d'utiliser l'arme nucléaire. Toutefois, plutôt que de jouir d'une ère sans précédent de paix, de stabilité et de prospérité, nous nous retrouvons aux prises avec les pires formes de nationalisme, de haine interethniques et de rivalités religieuses engendrées par la fin de la guerre froide.

Dans l'excellent article intitulé The End of Politics qu'il publiait le mois dernier dans le magazine *Sunday Times*, Martin Jacques mentionnait que le communisme a peut-être perdu sa lutte idéologique mais que l'Occident a perdu son unité et sa raison d'être. Voilà qui est ironique.

L'effondrement du communisme a eu des effets sur l'Occident qui, contrairement à ce que l'on pensait généralement en 1989, n'est pas sorti indemne, triomphant et incontesté. Au contraire, le démantèlement de la bipolarisation a provoqué une crise en Occident. La présence d'un ennemi très puissant polarise les

efforts, facilite le règlement d'autres conflits, donne un cadre moral bien défini et nourrit le sentiment d'appartenance. Lorsque cet ennemi disparaît, toutes ces questions se reposent d'une nouvelle façon et exigent des réponses novatrices et réfléchies.

Les images que vous projetez dans nos foyers à partir de la Somalie, de l'ex-Yougoslavie, du Cambodge et d'ailleurs nous rappellent tous les jours qu'il nous reste encore beaucoup de chemin à parcourir avant que la paix, l'ordre, la liberté et le respect des droits de la personne deviennent la règle plutôt que l'exception.

Comme le démontrent la guerre du Golfe, la démocratisation du Cambodge et les efforts des Nations Unies en Bosnie, les vieilles divisions n'empêchent plus la communauté internationale de s'attaquer aux problèmes régionaux. Nous avons une chance sans précédent de rétablir l'ordre, de pacifier les conflits et d'alléger les souffrances.

Nous avons maintenant pour défi de mettre à profit nos capacités d'y parvenir.

Ces capacités se retrouvent largement dans nos institutions multilatérales, en particulier l'Organisation des Nations Unies. Pendant que l'impasse entre les superpuissances affaiblissait l'ONU, nous pouvions attribuer son incapacité d'agir ou d'intervenir à l'absence d'un consensus fondamental. Nous ne pouvons plus le faire car les schismes idéologiques sont chose du passé.

Nous avons gagné un combat crucial. Il nous faut maintenant vouloir résolument réformer le système et achever le travail entrepris. L'Organisation des Nations Unies demeure le plus important moyen dont nous disposons pour promouvoir la paix, la démocratie et la liberté dans le monde. Il n'y a sûrement rien de plus important que d'améliorer le plus possible son efficacité.

Permettez-moi de parler d'abord de la façon dont nous pouvons renforcer le rôle vital de l'ONU dans le maintien de la paix. Nous partageons tous les bienfaits de la paix. Nous devons aussi nous partager la responsabilité de son édification et de son maintien. Les deux vont de pair.

Aucun État ne pourrait ou ne devrait devenir le gendarme du monde. Pour ce qui concerne le maintien de la paix, il est certain que les États-Unis doivent assurer un leadership moral et fournir des ressources matérielles. Ils ont un rôle indispensable à jouer dans la revitalisation et le renforcement de l'ONU et des institutions régionales afin de prévenir les conflits, de les résoudre lorsqu'ils éclatent, d'octroyer une

aide humanitaire et de promouvoir la liberté et les droits de la personne.

Pendant la longue et turbulente période qui a suivi la deuxième Guerre mondiale, les États-Unis ont assumé le fardeau de la défense de la paix et de la liberté sans succomber à la tentation de se replier et de s'isoler encore une fois.

Et ils n'y ont pas encore succombé, même si les plus grands défis posés à leur leadership global ne sont plus d'ordre militaire, mais plutôt de nature économique et sociale, et que ces défis sont souvent d'ordre interne plutôt qu'externe.

Nous devrions tous être encouragés par la volonté de l'administration Clinton de collaborer avec les autres membres de la communauté internationale. Le multilatéralisme peut être frustrant, surtout lorsqu'on vous demande depuis longtemps de supporter plus que votre juste part du fardeau. Les Américains ont tout à fait le droit de demander au reste du monde de faire sa part. C'est d'ailleurs ce que nous faisons au Canada.

Compte tenu du fait que la quote-part du Canada à l'ONU est passée de 8 millions à près de 90 millions de dollars par an et qu'à un moment donné l'an dernier les Canadiens constituaient quelque 10 p. 100 des membres des forces de maintien de la paix, il ne faut pas se surprendre que nous demandions également à d'autres pays d'assumer leur juste part.

Nous croyons dans le maintien de la paix. Aucun autre pays du monde n'en a une meilleure expérience. Ayant le troisième contingent de maintien de la paix en importance dans l'ex-Yougoslavie, des forces de maintien de la paix au Cambodge, au Moyen-Orient et ailleurs, le Canada reste manifestement engagé à faire sa part.

Par exemple, en septembre 1991, le premier ministre Mulroney a pris l'initiative de demander au Conseil de sécurité de l'ONU de régler le conflit dans l'ex-Yougoslavie. Depuis avril 1992, nous avons déployé quelque 2 400 soldats et 45 entraîneurs de la Gendarmerie royale du Canada avec la Force de protection des Nations Unies. De plus, 12 membres des Forces armées canadiennes sont affectés à une mission de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe).

Nous avons fourni plus de 38 millions de dollars en aide humanitaire. En juillet de cette année, nous avons versé 250 000 dollars à la Croix-Rouge canadienne pour lui permettre d'affecter du personnel médical et de venir en aide à 230 patients abandonnés, des enfants pour la plupart. En outre, nous continuons d'examiner des façons d'aider les victimes de ce conflit tragique.

Notre rôle en matière de maintien de la paix a été une source de fierté nationale à partir du jour même où l'ancien premier ministre Lester Pearson a proposé l'idée pendant la crise du canal de Suez.

Nous envisageons ce rôle dans une perspective internationale. Nous savons que notre sécurité et notre prospérité dépendent d'une communauté internationale forte et stable, fondée sur la primauté du droit et sur des institutions efficaces.

Il ne s'agit pas seulement de mon opinion ou de celle du gouvernement. C'est aussi le point de vue de la grande majorité des Canadiens.

Examinons ici certaines des réformes auxquelles il faudra procéder si l'on veut rendre les Nations Unies plus efficaces.

Dans un mois environ, à la session de l'Assemblée générale des Nations Unies, la priorité du Canada sera de collaborer avec des partenaires comme les États-Unis pour entreprendre sérieusement et avec détermination un processus de réforme. La première ministre Campbell l'a donné à entendre très clairement lors du sommet du G-7 à Tokyo, dont le communiqué final montrait d'ailleurs que les leaders avaient compris la nécessité d'agir dès maintenant.

Nous ne devons pas nous limiter à une simple mise au point. Nous devons apporter des améliorations fondamentales dans la structure et le fonctionnement de l'organisation.

Aujourd'hui, la communauté internationale est appelée à intervenir dans de nombreux conflits locaux ou régionaux provoqués par l'hostilité ethnique ou religieuse, la famine et la violation des droits de la personne.

Nous devons composer avec des demandes et des attentes nouvelles et relever des défis jusque-là inconnus, avec des moyens d'un autre âge et destinés à d'autres fins. Dans les circonstances, nous ne devons pas céder au découragement ou abandonner la partie. Au contraire, il nous faut être plus déterminés que jamais à nous doter, en cette fin de XX<sup>e</sup> siècle, des outils correspondants aux problèmes de l'heure.

L'Agenda pour la paix du Secrétaire général des Nations Unies constitue pour nous à cet égard un excellent plan à suivre. N'est-il pas temps de cesser d'étudier ce plan et de prendre des mesures audacieuses qui nous permettront de faire des Nations Unies une organisation plus efficace? Dans des domaines comme le maintien de la paix, le rétablissement de la paix, l'action coercitive, la diplomatie préventive ou la consolidation de la paix, par exemple?

Je prendrai, pour illustrer mon propos, le cas des mandats confiés aux missions de maintien de la paix des Nations Unies. Parfois, ils sont vagues, imprécis. Parfois les ressources mises à la disposition de la mission ne correspondent pas à l'ampleur de la tâche à accomplir.

Chaque mission de l'ONU doit disposer d'un mandat clair et précis, avoir l'autorité voulue pour réagir promptement et efficacement aux situations susceptibles de se présenter sur le terrain et, enfin, être dotée des ressources nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

Nous devons aussi changer l'idée que nous nous faisons du maintien de la paix, c'est-à-dire les prémisses et les attitudes qui sous-tendent notre approche. Trop de gens encore pensent que le maintien de la paix est une opération exclusivement militaire, où des soldats coiffés d'un béret bleu servent de tampon entre ex-belligérants.

Les enjeux, et les besoins, sont tellement plus grands aujourd'hui.

C'est ainsi, par exemple, que les civils jouent un rôle de plus en plus important dans les missions de restauration de la paix. On pense ici tout de suite au Cambodge. Les soldats ne sont plus seuls sur la ligne de front, car on y retrouve également des experts juridiques, du personnel médical et des spécialistes dans les domaines de l'organisation et du suivi des élections. Dans d'autres situations, on aura besoin de policiers professionnels, d'experts en infrastructure et en administration municipales ou encore d'observateurs qui veilleront au respect des droits de la personne.

C'est ici que la notion de consolidation de la paix entre en scène. En effet, il arrive souvent aujourd'hui qu'il faille aller au-delà du simple rétablissement de la paix et reconstituer les communautés, refaire les routes ainsi que les réseaux d'aqueducs et d'égouts, rebâtir les écoles et les hôpitaux et rétablir les services publics de base.

Bien sûr, les opérations militaires continueront d'être un élément crucial de l'intervention onusienne en matière de paix et de sécurité. Mais là aussi il y a amplement place à l'amélioration, surtout en ce qui concerne la planification, la formation, le commandement et le soutien logistique. Il suffit en effet de songer que l'effectif des forces onusiennes s'est accru au sextuple ces trois dernières années pour se convaincre de la nécessité de donner à l'Organisation les moyens de mieux planifier et de mieux gérer ses opérations dans le monde.

C'est maintenant qu'il faut procéder aux réformes :

- dotons les Nations Unies d'un effectif général permanent dont la tâche sera de planifier et de mener les opérations de maintien de la paix;
- créons, au sein de l'ONU, un collège militaire qui aura pour mandat de former un corps d'officiers capables de travailler ensemble;
- faisons en sorte que les Nations Unies soient en mesure de stocker du matériel et d'expédier rapidement par avion l'équipement et le personnel voulus sur les théâtres d'opérations;
- élaborons un code de conduite et des modalités d'intervention communes pour tout le personnel servant sous le drapeau de l'ONU, puisque l'Organisation souffre des mêmes problèmes d'interopérabilité qui ont été la bête noire de l'OTAN au fil des années;
- enfin, engageons nos pays à garder en état d'alerte des troupes auxquelles le Secrétaire général pourrait faire appel à bref avis lorsqu'une crise se présente.

D'autres réformes s'imposent également si l'on veut améliorer la capacité des Nations Unies d'intervenir efficacement dans les domaines de la paix et de la sécurité et dans ceux de l'aide et des secours humanitaires.

En premier lieu, il y a la question des finances. Il est tout à fait inacceptable que le Secrétaire général des Nations Unies parcoure le monde, sébile à la main, pour exhorter les pays membres, grands et petits, à payer leur quote-part.

L'Organisation des Nations Unies ne peut fonctionner efficacement si elle est en perpétuelle crise financière. Chaque pays convaincu de la valeur de l'Organisation doit verser sa quote-part en entier et dans les délais prescrits. Quant à elle, l'ONU doit aux contribuables du monde entier de veiller à dépenser chaque dollar avec sagesse et à bon escient.

Nous devons également examiner en profondeur la structure des Nations Unies, dans une double optique : d'abord pour nous assurer qu'il est fait le meilleur usage possible des ressources disponibles, ensuite pour transformer la structure organisationnelle de l'ONU, y compris le Conseil de sécurité, afin qu'elle corresponde davantage au monde d'aujourd'hui et non à celui d'il y a 40 ans.

Enfin, nous devons établir des relations de travail plus efficaces entre les Nations Unies et les institutions régionales. À cet égard, les Nations Unies et l'OEA (Organisation des États

américains) montrent la voie en conjuguant leurs efforts pour restaurer la démocratie et la liberté en Haïti.

Je sais que la tâche est colossale et que nous ne pouvons transformer les Nations Unies en une journée, un mois ou une année.

Mais devant la sauvage brutalité des seigneurs de la guerre en Somalie, en ex-Yougoslavie ou ailleurs, devant la terreur et le désespoir gravés sur le visage de centaines de milliers de réfugiés, devant les indicibles souffrances de tant de civils innocents, peut-il exister une tâche plus urgente que de nous doter du meilleur outil possible pour promouvoir la paix, la démocratie et la liberté?

Nous sommes sortis vainqueurs de la guerre froide. Notre défi, et notre récompense, consistent aujourd'hui à réformer nos institutions internationales de manière qu'elles soient au diapason d'un monde plus complexe et plus imprévisible que jamais. La clarté d'esprit et l'indomptable détermination qui nous ont permis de traverser avec le succès que l'on connaît quatre décennies d'une lutte difficile sont tout aussi nécessaires aujourd'hui que pendant cette période.

Nous devons à nos enfants de leur léguer un monde plus sûr, plus libre et plus pacifique.